



■ **Imane Al-Chaaraoui**

*Doctorante à la Faculté des Etudes Supérieures Africaines*

## L'impact éventuel de «Somaliland» sur la Sécurité de la Mer Rouge

### **Introduction:**

*L'escalade de la rivalité régionale et internationale en mer Rouge, qui en fait aujourd'hui une scène de conflits géopolitiques, a relancé le débat autour du concept de nouvelle géopolitique, notamment en ce qui concerne une nouvelle approche aux relations internationales, soit de la redéfinition des frontières ou l'importance accordée à certaines Etats séparatistes, surestimant probablement quelques pays. Dans ce contexte, la République du Somaliland, ayant proclamé unilatéralement son indépendance de la République fédérale de Somalie sans obtenir une reconnaissance internationale, demeure au cœur d'un conflit prolongé. A long terme, cette question restait considérée comme une affaire interne avec un soutien international et africain largement acquis à la Somalie. Cependant, depuis les développements dynamiques dans la région de la mer Rouge à partir du 7 octobre 2023 ainsi que la rivalité entre les puissances étrangères pour établir une présence sur ce chemin maritime actif, le Somaliland a vu son importance géographique et géopolitique s'accroître. Ce contexte soulève une question centrale: S'avère-t-il possible que la mer Rouge et le détroit de Bab el-Mandeb assistent à la naissance d'un nouvel État ?*

### **Problématique:**

Il est bien établi pour les Etats que dominer la mer Rouge revient à devancer les rivaux et à contrôler les routes du commerce mondial. Alors que la course à l'établissement de bases militaires sur ses rives s'intensifie au niveau régional et international, la question de l'indépendance autoproclamée du Somaliland et ses conséquences sur la sécurité de la mer Rouge réémerge. Etant situé stratégiquement près du détroit de Bab el-Mandeb, le Somaliland a signé un mémorandum d'entente avec l'Éthiopie pour avoir accès à un port militaire sur la mer Rouge d'un autre côté. En plus, la mise en lumière du Somaliland pourrait s'inscrire dans une stratégie à reconfigurer les relations actuelles dans la région.

### **Objectifs de l'étude:**

- 1- Comprendre la nature du problème du Somaliland et les répercussions concernées sur la sécurité de la mer Rouge.
- 2- Anticiper les perspectives de reconnaissance internationale du Somaliland.
- 3- Proposer des politiques à l'échelle onusienne, africaine, arabe et égyptienne pour gérer la question du Somaliland.

### **Questions de recherche:**

- 1- Quelle est le problème du Somaliland?
- 2- Dans quelle mesure l'avenir du Somaliland impacte-t-il la sécurité de la mer Rouge ?
- 3- De quelle manière s'avère-t-il possible de gérer ce problème au niveau international et régional?



### **Méthodologie de l'étude:**

L'étude repose sur une méthode descriptive, en observant, décrivant et analysant le problème du Somaliland à la lumière de présents objectifs d'étude, notamment les problématiques liées à sa reconnaissance internationale. Les implications de cette situation sur la sécurité de la mer Rouge sont aussi abordées, tout en envisageant des scénarios pour une éventuelle reconnaissance officielle du Somaliland comme État souverain.

#### **Plan de l'étude:**

- 1- **Premier axe:** Cadre conceptuel de l'étude
- 2- **Deuxième axe:** L'impact du problème du Somaliland sur la sécurité de la mer Rouge
- 3- **Troisième axe:** Politiques proposées pour agir à la question de la sécession du Somaliland
- 4- **Conclusion.**

#### **Premier Axe: Cadre conceptuel de l'étude**

##### **Premièrement : Le problème du Somaliland**

La République du Somaliland représente un cas distinct parmi les entités africaines revendiquant l'indépendance. Ce qui la différencie n'est pas seulement sa déclaration unilatérale comme république ayant réussi à maintenir sa stabilité, organiser des élections et gérer le pouvoir, mais aussi parce que sa revendication d'indépendance repose sur un récit historique affirmant qu'elle a un passé politique et colonial différent des autres régions somaliennes. Par conséquent, pour comprendre la situation actuelle du Somaliland, *il est essentiel de revenir aux causes historiques du conflit, que l'on peut diviser en quatre grandes étapes:*

##### **Première étape : La Conférence de Berlin et la formation du nouvel Etat dans la Corne de l'Afrique (1884–1960)**

La Corne de l'Afrique s'est constituée en tant qu'entité politique au cours du premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle lorsque la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont revendiqué différentes parties de la péninsule somalienne lors de la Conférence de Berlin en 1884. Ces puissances se sont alors précipitées pour dominer la «Grande Somalie», une région couvrant la majeure partie de la Corne de l'Afrique. Elles l'ont divisée en cinq protectorats où la Grande Bretagne a pris le contrôle de la partie nord, qu'elle a nommée «Somalie britannique» correspondant aujourd'hui au Somaliland. La France s'est installée à Djibouti, appelée à l'époque la «Somalie française». Quant à l'Italie, ce pays a étendu son influence sur la Somalie italienne qui comprenait le sud de la péninsule somalienne, avant de s'étendre vers l'ouest pour annexer la région du «Somalie occidentale» (l'Ogaden), aujourd'hui sous domination éthiopienne.

En outre, en 1926 la Grande-Bretagne avait détaché une partie du territoire somalien pour l'annexer au Kenya. Il s'agit d'une région désormais connue sous le nom de «Somalie kényane»<sup>(1)</sup>.

##### **Deuxième étape : L'indépendance du Somaliland le 26 juin 1960**

Au cours des indépendances qui ont touché plusieurs pays africains à la fin des années 1950 et au début des années 1960, les revendications somaliennes pour obtenir l'indépendance du colonialisme britannique se sont intensifiées. C'est pourquoi le Somaliland a obtenu son indépendance du Royaume-Uni le 26 juin 1960 étant devenu un État souverain sous le nom de République du Somaliland. Par la suite, ce pays a reçu des télégrammes de félicitations pour la souveraineté de la part de 35 pays, y compris les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Le Somaliland a également conclu plusieurs traités avec le Royaume-Uni<sup>(2)</sup>.

##### **Troisième étape: L'unification entre le Somaliland et la Somalie le 1er juillet 1960**

Cinq jours après son indépendance, le Somaliland a choisi de s'unir à la Somalie italienne, qui avait obtenu son indépendance le 1er juillet 1960. Ladite unification a pour but de créer la «Grande Somalie» réunissant tous les Somaliens répartis sur cinq pays de la Corne de l'Afrique y compris le nord du Kenya, la Somalie italienne et celle française ainsi que l'est de l'Éthiopie. Ainsi est née le nouvel Etat de Somalie issue de deux territoires coloniaux distincts. Le drapeau de la Somalie indépendante arborait une étoile blanche à cinq branches au centre, symbolisant les cinq régions somaliennes. Cependant, ce rêve a buté contre le principe adopté par l'Organisation de l'unité africaine qui consistait à préserver les frontières coloniales, puisque les territoires que la Somalie voulait intégrer se situaient à l'intérieur des frontières d'autres pays<sup>(3)</sup>.

##### **Quatrième étape: Déclaration d'indépendance du Somaliland en 1991**

Malgré les aspirations de l'Etat somalien nouvellement formé que l'unité nationale réussisse, la réalité a montré l'échec du gouvernement somalien à concrétiser cet objectif pour plusieurs raisons. **La première** est due à l'incapacité des élites politiques à bâtir un Etat nation fondé sur la citoyenneté et une identité somalienne promue dans une société fortement divisée en clans et tribus. **La deuxième** raison concerne l'isolement politique et économique des citoyens du Somaliland au nord du pays, alors que les postes politiques et militaires étaient accordés de manière disproportionnée aux Somaliens du sud. **Quant au troisième cause**, il s'agit des violations commises par le président

somalien Siad Barre après son coup d'état militaire en 1969, notamment le massacre d'environ 50,000 civils et le déplacement forcé d'environ 500,000 personnes originaires du Somaliland. **La quatrième** raison est liée aux défis techniques et juridiques découlant de l'unification de deux administrations issues de passés coloniaux différents<sup>(4)</sup>.

En conséquence, les appels à la sécession du Somaliland se sont multipliés avec un objectif de créer un Etat propre. C'est pourquoi à la suite de l'effondrement de l'Etat somalien en 1991, à cause des guerres avec des groupes islamistes et la fuite du président Siad Barré, le Somaliland a proclamé unilatéralement son indépendance vis-à-vis de la Somalie le 18 mai 1991. Cette déclaration a eu lieu dans un contexte de rejet par la République de Somalie qui continue de considérer le Somaliland comme une partie intégrante de son territoire sans qu'aucun pays n'ait reconnu officiellement cette indépendance à ce jour<sup>(5)</sup>.

### **Deuxièmement: L'importance géostratégique du Somaliland**

Le Somaliland occupe un emplacement stratégique sur la côte sud du golfe d'Aden, le long de l'une des voies commerciales les plus fréquentées au monde, à l'entrée du détroit de Bab el-Mandeb, qui mène à la mer Rouge et au canal de Suez. Il a une longue façade maritime sur le golfe d'Aden s'étendant sur environ 740 kilomètres. Situé au nord de l'équateur, son territoire bénéficie de deux passages annuels du soleil à la verticale. Il est aussi connu pour ses chaînes montagneuses, dont certaines atteignent jusqu'à 7,000 pieds d'altitude. Le Somaliland dispose également d'un port en eaux profondes et des plus longues pistes d'atterrissage d'Afrique. Historiquement, il a servi de porte d'entrée commerciale et culturelle pendant des siècles en reliant les vastes terres intérieures de l'Afrique de l'Est au reste du monde<sup>(6)</sup>.

La position géographique du Somaliland, combinée à l'emplacement protégé de son port sur la rive sud du golfe d'Aden, représente un facteur clé de son importance géostratégique. En dépit de cette importance, plusieurs nouveaux facteurs ont contribué récemment à accroître sa position et à en faire un centre d'intérêt régional et international comme résumé ci-dessous:

**1- La guerre israélo-palestinienne de 2023:** Les événements du 7 octobre 2023 et leurs répercussions, ainsi que l'importance distinguée des acteurs non étatiques, ont montré à quel point le groupe houthi au Yémen contrôle la navigation en mer Rouge. Etant situé en face du Yémen, l'importance stratégique du territoire du Somaliland se manifeste par la zone sur laquelle les puissances internationales se concentrent pour réduire la menace dirigée contre

Israël. Ainsi, le Somaliland revêt une importance particulière en tant que possible base pour les forces internationales afin de mener des frappes aériennes conjointes contre les Houthis<sup>(7)</sup>.

**2- Signature d'un mémorandum d'entente avec l'Éthiopie pour un accès à la mer Rouge en janvier 2024:** Dans le cadre des tentatives de l'Éthiopie d'accéder à la mer Rouge via les côtes du Somaliland, un mémorandum d'entente a été signé entre l'Éthiopie et le Somaliland pour l'obtention d'un port militaire sur la mer Rouge en échange d'une reconnaissance officielle du nouvel Etat. Cela a mis en lumière l'importance géographique de cette zone et les moyens d'en tirer parti pour avoir accès à la mer Rouge<sup>(8)</sup>.

**3- L'augmentation des discussions sur la reconnaissance du Somaliland:** Avec l'élection à la présidence des États-Unis où Donald Trump a gagné un second mandat, plusieurs sénateurs américains ont déposé une demande de reconnaissance internationale du Somaliland. De plus, près de 20 membres de la Chambre des Lords au Royaume-Uni ont soumis une demande pareille. Cela a relancé les discussions sur la reconnaissance internationale du Somaliland sur la scène politique et a renforcé son importance à présent<sup>(9)</sup>.

**4- Le transfert du pouvoir au Somaliland:** En novembre 2024, des élections présidentielles ont eu lieu remportées par le candidat Abdulrahman Irro du Parti national d'opposition du Somaliland, Waddani. Le transfert de pouvoir a passé de manière pacifique. Il s'agit de la quatrième fois que des élections soient organisées depuis la déclaration d'indépendance du Somaliland dans un contexte instable en Afrique marqué par des divisions. Le Somaliland a cherché à tirer parti des louanges internationales reçues pour ces élections afin de promouvoir son image comme un Etat démocratique méritant la reconnaissance internationale<sup>(10)</sup>.

### **Troisièmement: La problématique de la reconnaissance internationale du Somaliland**

Il existe des théories et des principes juridiques qui expliquent la question de la reconnaissance internationale des régions ayant proclamé unilatéralement leur sécession de leur Etat d'origine. Nous en citons les plus importantes:

**1- La Théorie constitutive:** Selon cette théorie, une région géographique qui déclare son indépendance obtient la reconnaissance internationale si elle est reconnue par des Etats déjà existants de manière obligatoire. Autrement dit, les Etats membres de l'ONU doivent reconnaître cette région pour qu'elle puisse acquérir une personnalité juridique internationale<sup>(11)</sup>.



**2- La Théorie déclaratoire:** Quant à cette théorie, la région géographique obtiendra la reconnaissance et acquerra la personnalité juridique en vertu du droit international dès qu'elle remplira les quatre critères définissant un Etat, tels qu'énoncés dans la Convention de Montevideo signée en 1933. En effet, lesdites critères constituent l'existence d'une population permanente, la possession d'un territoire déterminé, un gouvernement ainsi que capacité de faire des relations avec d'autres Etats). La convention précise également que l'existence politique de tout Etat est une question distincte de la reconnaissance par les autres Etats. En d'autres termes, ayant le droit de défendre son intégrité et son indépendance, le territoire pourrait également s'organiser adéquatement même avant cette reconnaissance<sup>(12)</sup>.

Nous pourrions montrer la différence fondamentale entre les deux théories: selon la théorie constitutive, un territoire obtient la reconnaissance en tant qu'Etat à travers les Etats déjà existants et non pas lorsqu'elle remplit les quatre critères définissant un Etat dans la Convention de Montevideo. En revanche, la théorie déclaratoire indique que la reconnaissance n'est qu'une formalité tant que la région cherchant à se séparer remplit les quatre conditions.

**3- Bien que le Somaliland possède les quatre éléments définis par la Convention de Montevideo, il ne bénéficie pas de la personnalité juridique internationale.** Ce qui confirme qu'il existe un cinquième principe important pour qu'une région géographique obtienne son indépendance, à savoir, la reconnaissance internationale. Parfois, ce principe principal reste la raison pour laquelle des Etats restent fragmentés tandis que leurs gouvernements ne peuvent pas contrôler le territoire. Dans ce contexte, on peut aborder deux principes majeurs qui entravent la reconnaissance internationale du Somaliland. Le premier est la nécessité d'obtenir l'accord de l'Etat somalien qui refuse cette sécession et affirme que le Somaliland fait partie de son territoire et est soumis à sa souveraineté. Le deuxième est la Charte de l'Unité africaine qui s'attache aux frontières héritées de la colonisation et s'oppose à la sécession sans l'accord de l'Etat membre concerné par cette séparation. Par ailleurs, pour les Nations Unies, la reconnaissance de la sécession représente un problème si la demande ne provient pas de l'Union africaine<sup>(13)</sup>.

**4- Les autorités du Somaliland promeuvent** plusieurs arguments politiques et juridiques pour légitimer la reconnaissance internationale. Parmi les plus distingués figure **la première** raison, à savoir, la fondation dudit pays via l'occupation. **Deuxièmement**, l'obtention d'un statut d'Etat indépendant en 1960 même pour quelques jours. De plus, **le troisième** argument indique que le territoire s'est doté d'une

constitution, a instauré un processus électoral et garantit un transfert pacifique du pouvoir<sup>(14)</sup>. L'absence de reconnaissance internationale a eu pour conséquence l'échec du Somaliland à s'intégrer au système politique et financier mondial. Cette situation a également freiné de nombreuses opportunités d'investissement que sa position stratégique le long du golfe d'Aden aurait pu fournir<sup>(15)</sup>.

### **Deuxième axe: L'impact du problème du Somaliland sur la sécurité de la mer Rouge**

#### **Premièrement: La rivalité régionale et internationale au pouvoir au Somaliland**

Récemment, le Somaliland est devenu un foyer de rivalités, nourri par une interaction complexe de facteurs géopolitiques. Les traits principaux de cette rivalité peuvent être résumés en trois orientations:

#### **1- Première orientation: la rivalité pour les ports et les bases militaires au Somaliland**

Plusieurs pays cherchent à obtenir un point d'appui sur la mer Rouge en passant par le Somaliland, soit en louant un port, soit en y construisant une base militaire. Les principaux pays impliqués dans cette dynamique seront abordés dans ce cadre comme suit:

**A- L'Éthiopie:** Cherchant à résoudre son problème géographique d'Etat enclavé, l'Éthiopie a signé en janvier 2024 un mémorandum d'entente avec le Somaliland. Ainsi, l'Éthiopie a accès de 20 kilomètres sur la mer Rouge pour une durée de 50 ans; comprenant le port de Berbera ainsi qu'une base militaire. En contrepartie, Addis-Abeba reconnaît officiellement le Somaliland. Malgré la signature en décembre 2024 d'un mémorandum d'entente avec la Somalie sous médiation turque visant à négocier un accès maritime via l'Etat somalien, le Somaliland reste l'option la plus favorable pour établir une base militaire éthiopienne en raison de sa proximité géographique à Addis-Abeba. Cette préférence s'explique également par l'infrastructure portuaire liée à Djibouti, par la courte distance entre la frontière et la mer Rouge alors que les ports situés sur les côtes du sud de la Somalie sont beaucoup plus éloignés des territoires éthiopiens. De plus, ces régions sont marquées par l'activité du groupe Al-Chabab ainsi que les grands coûts d'investissement pour construire une infrastructure reliant les côtes somaliennes à la frontière et à la capitale éthiopienne<sup>(16)</sup>.

**B- Israël:** L'importance de renforcer sa présence au niveau du détroit de Bab el-Mandeb a grandi pour faire face aux menaces du groupe houthis au Yémen. Dans ce cadre, plusieurs rapports publiés par des journaux israéliens ont évoqué les efforts de Tel-Aviv pour établir une base militaire au Somaliland en échange de l'établissement de relations diplomatiques avec ce dernier. En effet, le Somaliland se trouve à moins de 400 miles du port

d'al-Hodeïda au Yémen contrôlé par les houthis. L'implantation d'une base militaire israélienne là-bas raccourcirait la distance nécessaire à Israël pour frapper le Yémen tout en offrant un point d'accès stratégique permettant d'étendre son influence dans la Corne de l'Afrique. A vrai dire, aucun communiqué officiel n'a été publié par le Somaliland concernant la création de telle base<sup>(17)</sup>.

**C- Emirats arabes unis:** Abou Dhabi est le seul Etat arabe à avoir établi des relations diplomatiques avec le Somaliland. En 2021, les Emirats ont nommé un ambassadeur diplomatique à Hargeisa tandis que le Somaliland a conservé un bureau représentatif aux Emirats. Tant qu'elle ne donne pas directement sur la mer Rouge, Abou Dhabi cherche à tirer parti de ses relations avec le Somaliland pour renforcer sa présence au niveau du détroit de Bab el-Mandeb et en vue d'accroître son contrôle sur les ports de la Corne de l'Afrique. Cela passe notamment par l'expansion continue des opérations de la société DP World au Somaliland dans le cadre d'un projet visant à transformer ce territoire séparé en un centre commercial majeur. A ce titre, 300 millions de dollars ont été investis dans l'extension du port de Berbera ainsi que dans la zone de libre-échange à proximité<sup>(18)</sup>.

## **2- Deuxième orientation: confronter l'influence chinoise dans la Corne de l'Afrique**

Cette orientation repose sur les efforts de plusieurs puissances internationales visant à renforcer leur présence au Somaliland afin de faire face à l'influence chinoise croissante dans la Corne de l'Afrique, en particulier depuis l'inauguration de la première base militaire chinoise à Djibouti en 2017. Parmi les principaux pays concernés par cette dynamique, nous en citons:

**A- Les Etats-Unis:** Dans le cadre de la rivalité sino-américaine pour le contrôle de la Corne de l'Afrique, les appels se multiplient à Washington en faveur d'un abandon de la politique de soutien à la «Somalie unie» au profit d'un renforcement de la présence américaine au Somaliland. Plusieurs signes affirment ce sens: **Premièrement**, de nombreux membres du Senat américain ont présenté des projets de loi visant à reconnaître le Somaliland<sup>(19)</sup>.

**Deuxièmement**, le «Projet 2025», un ouvrage préparé par d'anciens responsables de l'administration de Trump, recommande que le Président reconnaisse officiellement le Somaliland dès son retour au pouvoir en échange d'une base militaire là-bas<sup>(20)</sup>.

**Troisièmement**, John Moolenaar, président du comité du Congrès sur le Parti communiste chinois, a appelé le Département d'Etat à ouvrir un bureau représentatif à Hargeisa<sup>(21)</sup>. **Quatrièmement**, le Département d'Etat américain a salué les élections présidentielles organisées au Somaliland en 2024 en les qualifiant de

modèle de la démocratie tout en exprimant sa volonté de coopérer avec le nouveau président<sup>(22)</sup>.

**B- Taïwan:** Taïwan cherche à renforcer ses relations avec le Somaliland. Dans ce cadre, deux bureaux de représentation ont été ouverts: le «Bureau de représentation de Taïwan» à Hargeisa en août 2020, et le «Bureau de représentation du Somaliland» à Taipei en septembre 2020. On peut dire que cette volonté de rapprochement est due à la similitude entre les deux entités étant donné que toutes les deux sont considérées comme des Etats de facto. D'ailleurs, cela est en vue de la stratégie de Taïwan visant à se positionner, aux yeux de l'Occident, comme un rival à la présence chinoise dans la Corne de l'Afrique afin de bénéficier d'un soutien accru. La Chine a vivement critiqué ces démarches diplomatiques entreprises par Taïwan. En décembre 2024, Pékin a exigé du Somaliland qu'il rompe ses liens avec Taïwan et a dénoncé la participation d'une délégation taïwanaise à la cérémonie d'investiture du nouveau président du Somaliland<sup>(23)</sup>.

## **3- Troisième orientation: la course à l'acquisition des ressources minières et des opportunités économiques**

Ce courant est principalement mené par des entreprises multinationales étant attirées par les ressources minérales abondantes du Somaliland. Ainsi, de grandes opportunités pour l'industrie minière et les secteurs connexes sont offertes. La région recèle en effet des gisements variés de métaux y compris des pierres précieuses et de potentielles réserves de pétrole. Le secteur minier y reste en grande partie inexploré suscitant une compétition croissante entre investisseurs et grandes entreprises qui disposent de l'expertise et des moyens nécessaires pour exploiter ces ressources<sup>(24)</sup>.

## **Deuxièmement: Les répercussions de la question du Somaliland sur la sécurité de la mer Rouge**

**1- Militarisation de la mer Rouge et transformation en foyer de conflit régional et international:** L'existence d'une zone séparatiste susceptible d'offrir à certaines puissances régionales un accès à un port militaire sur la mer Rouge a contribué à la militarisation de ce couloir maritime, le transformant en un point de tension. Par ailleurs, la menace d'une reconnaissance officielle du Somaliland est parfois utilisée comme pression sur le gouvernement somalien pour avoir accès à la mer Rouge à Mogadiscio. Cette dynamique a intensifié l'instabilité et l'insécurité ainsi que l'expansion des présences militaires étrangères<sup>(25)</sup>. Elle a aussi exacerbé la rivalité pour l'implantation de bases militaires dans la région aussi bien que l'augmentation des tensions et des risques de conflit<sup>(26)</sup>. Nous pourrions également souligner qu'au



cas d'un rapprochement entre Israël et le Somaliland, les équilibres des puissances dans la région pourraient se modifier. De même, une alliance réunissant le Somaliland, Israël et l'Éthiopie pourrait émerger en opposition à celle formée le 10 octobre 2024 entre l'Égypte, l'Érythrée et la Somalie. Cela se déroule dans un contexte marqué par les révélations d'un rapport du Groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Yémen, publié en novembre 2024. Ledit rapport indique une alliance entre les Houthis, Al-Qaïda dans la péninsule Arabique et le groupe Al-Chabab soma-lien. Ce rapprochement pourrait créer une coordination accrue dans les domaines sécuritaire et de renseignement; visant à cibler les intérêts israéliens dans la région et à étendre les opérations maritimes contre les routes de navigation internationales. Ainsi, cela représente une menace à la sécurité maritime et au commerce mondial.

**2- Les craintes d'un éclatement de la République fédérale de Somalie:** L'existence d'une région séparatiste somalienne disposant des attributs d'un État présente des arguments pouvant inciter d'autres États fédérés somaliens à proclamer unilatéralement leur indépendance sans l'accord de la République fédérale de Somalie. Cela accroît considérablement le risque de fragmentation du pays vu plusieurs facteurs, notamment les revendications d'autonomie exprimées par certaines régions somaliennes, au cours des tensions persistantes entre le gouvernement fédéral et la région de Jubaland. Ces tensions ont conduit à des affrontements armés, comme ceux ayant entraîné la défaite des forces gouvernementales fédérales à Ras Kamboni. De plus, la perte éventuelle du Somaliland priverait la Somalie d'une zone géostratégique précieuse en raison de sa localisation particulière et de ses ressources naturelles et minières ainsi que le port stratégique de Berbera qu'il abrite<sup>(27)</sup>.

**3- Menace du principe africain de l'intangibilité des frontières héritées:** L'indépendance du Somaliland remet en question le principe africain selon lequel les frontières héritées de la colonisation doivent être respectées. Telle sécession pourrait ouvrir la voie à des changements profonds à l'échelle du continent en ravivant les aspirations d'autres mouvements séparatistes, tels que le Tigré en Éthiopie ou le Biafra au Nigéria, à obtenir une reconnaissance internationale. Ce phénomène risquerait de raviver les conflits internes et les conflits régionaux qui ont marqué l'Afrique à l'époque des décolonisations de l'Occident et ce qui le suit<sup>(28)</sup>.

**4- Création d'un organisme multilatéral incluant des États non riverains de la mer Rouge:** Plusieurs États non riverains de la mer Rouge cherchent à tirer parti de la situation de division provoquée par la revendication d'indépendance du

Somaliland en proposant la création d'un organisme multilatéral dont la composition ne se limiterait pas aux seuls pays côtiers. Cette initiative repose sur l'idée que la sécurité du flux commercial à travers cette zone concerne un ensemble d'États plus large, même s'ils ne disposent pas d'un littoral sur la mer Rouge. Un tel projet pourrait mener à la création d'une entité regroupant plusieurs acteurs régionaux dont l'Éthiopie représente une partie. Par conséquent, cela risquerait de compliquer la rivalité régionale notamment que les pays riverains affirment que ce couloir maritime relève de leur souveraineté<sup>(29)</sup>.

### **Troisièmement: Le rôle de l'Égypte à maintenir l'unité et la souveraineté de la Somalie**

L'histoire témoigne la solidité des relations égypto-somalienne depuis les époques les plus anciens de la civilisation. Ces relations ont toujours eu pour objectif fondamental le soutien de l'Égypte à la souveraineté et à l'unité de la Somalie. Face aux défis croissants auxquels Mogadiscio a été confronté récemment, l'Égypte a renforcé son engagement en faveur de la Somalie. Cet appui peut être résumé à travers trois parcours:

#### **1- Le soutien de l'Égypte à la stabilité de la Somalie à travers les organisations régionales**

L'Égypte s'est efforcée à travers sa position stratégique au sein de la Ligue des États arabes et de l'Union africaine, étant les deux organisations qui affirment le principe de l'intégrité territoriale et de la préservation des frontières héritées de la colonisation, d'empêcher toute sorte de reconnaissance du Somaliland de la part de ces organisations. Cette position a été clairement illustrée par la déclaration de la Ligue arabe en janvier 2024 réaffirmant son soutien à l'unité de la République fédérale de Somalie et soulignant son droit légitime à défendre son territoire. De même, le rejet du mémorandum d'entente signé entre l'Éthiopie et le Somaliland est aussi favorisé par l'Égypte.

L'objectif de l'Égypte à travers ces démarches est de maintenir le consensus arabe et africain selon lequel le Somaliland fait partie intégrante de la Somalie. Un autre but de l'Égypte est d'entraver toute démarche potentielle vers son indépendance de facto et de restreindre l'alliance croissante entre le Somaliland et l'Éthiopie menaçant de redéfinir les dynamiques régionales d'une manière qui nuit à l'unité de la Somalie et met en péril les intérêts stratégiques de l'Égypte, notamment son contrôle des routes commerciales maritimes mondiales via le canal de Suez<sup>(30)</sup>.

#### **2- Renforcement de la coopération de l'Égypte avec la Somalie dans divers domaines**

L'État égyptien s'est efforcé récemment de renforcer sa coopération avec la Somalie dans divers domaines conformément à sa volonté de soutenir

économiquement et militairement la Somalie. Nous pourrions mentionner les principaux aspects de ce soutien depuis 2024 comme suit:

**A - Sur le plan économique:** Cet aspect porte sur le renforcement de la coopération économique en augmentant la valeur des exportations égyptiennes vers la Somalie; atteignant 63,3 millions de dollars au cours des cinq premiers mois de l'année 2024 comparé à 28 millions de dollars sur la même période en 2023. Il s'agit d'une hausse de 126,4 %. De même, la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays a augmenté pour atteindre 65,2 millions de dollars durant les cinq premiers mois de 2024 contre 28,2 millions de dollars sur la même période en 2023; soit une hausse de 130,7 %. En outre, un forum égypto-somalien des hommes d'affaires s'est tenu en janvier 2025 dans le but de renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays<sup>(31)</sup>.

**B - Sur le plan militaire:** Un accord de défense conjointe a été signé en août 2024 constituant un cadre juridique complet destiné à renforcer les capacités de l'Etat somalien et de ses institutions nationales en matière de sécurité, de stabilité et de lutte contre les organisations terroristes. Par ailleurs, l'Egypte participe à la mission de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) où le président Abdel Fattah al-Sissi a affirmé que la participation de l'Egypte à cette mission vise à garantir la sécurité et la stabilité en Somalie et non à menacer quelque pays que ce soit<sup>(32)</sup>.

**C - Sur le plan politique:** Le sommet trilatéral entre l'Egypte, la Somalie et l'Erythrée s'est tenu en octobre 2024 à Asmara constituant un tournant qualitatif des relations et de la coordination entre les trois pays. Les discussions ont porté sur les moyens de renforcer la coordination autour des questions régionales dans le cadre du soutien à la Somalie en tant que pilier fondamental de la stabilité dans la région de la Corne de l'Afrique. En janvier 2025, l'Egypte et la Somalie ont signé une déclaration conjointe visant à promouvoir leurs relations au niveau de «partenariat stratégique» en plus de la signature de plusieurs mémorandums d'entente entre les deux pays<sup>(33)</sup>.

#### **Quatrièmement: Les scénarios possibles de reconnaissance internationale du Somaliland**

##### **1- Premier scénario (le plus probable): Echec du Somaliland à obtenir la reconnaissance internationale**

Ce scénario porte sur la continuation de la situation concurrente avec une déclaration unilatérale d'indépendance du Somaliland sans obtention d'une reconnaissance internationale. Il s'agit du scénario le plus probable pour plusieurs raisons, à savoir:

A- Le refus de l'Union africaine de reconnaître le Somaliland, par crainte que son soutien n'encourage d'autres mouvements séparatistes déstabilisant ainsi le continent africain.

B- Les conflits armés internes au Somaliland et l'instabilité sécuritaire, notamment les affrontements avec le mouvement Khatumo. Il s'agit d'un mouvement favorable à la réunification avec la Somalie d'une part, ainsi que le conflit avec la région du Puntland au sujet des régions de Sool et Sanaag d'autre part qui a dégénéré en combats entre le Somaliland et le Puntland.

C- Les pressions exercées par les puissances régionales (comme l'Egypte, l'Arabie saoudite et Djibouti) pour empêcher la reconnaissance du Somaliland.

D- L'engagement des Etats-Unis en faveur de l'unité de la Somalie, considérant la crise du Somaliland comme une affaire interne relevant du peuple somalien. Toute éventuelle évolution de cette position sous Donald Trump reste hypothétique mais probable vu sa personnalité pragmatique.

##### **2- Deuxième scénario (moins probable): La reconnaissance internationale du Somaliland**

Ce scénario repose principalement sur une reconnaissance du Somaliland par les Etats-Unis, accompagnée d'un soutien pour son adhésion à l'ONU et aux organisations internationales, en échange de l'octroi d'une base militaire à Washington dans la ville de Hargeisa. Toutefois, ce scénario est considéré comme le moins probable pour plusieurs raisons comme suit:

A- La fragilité des revendications des membres du Sénat américain en faveur de la reconnaissance du Somaliland reposant surtout sur la capacité du Somaliland à mobiliser des groupes de pression. Or, ces groupes travaillent avant tout pour ceux qui les financent, ce qui a permis à d'autres groupes de s'organiser au sein du Parti républicain contre le Somaliland. C'est ce qu'a entrepris le président somalien Hassan Sheikh Mohamoud en engageant la société Von Batten-Montague-York, L.C. qui a réussi à entraver les projets de loi au Congrès américain visant à reconnaître le Somaliland.

B- La position officielle des Etats-Unis reste fermement attachée à la politique d'unité de la Somalie. Par ailleurs, Washington concentre actuellement son attention sur des dossiers internationaux prioritaires, notamment la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les tensions commerciales avec la Chine ainsi que la guerre au Moyen-Orient.

C - La présence d'une base militaire américaine à Djibouti rend la nécessité d'en établir une autre au Somali-land moins pressante. De plus, Washington a renforcé sa présence militaire en Somalie en annonçant la création de cinq bases militaires à Mogadiscio en février 2024.



D - Les Etats-Unis craignent que la reconnaissance du Somaliland ne pousse la Somalie à accepter les offres de la Russie et de la Chine pour un établissement militaire à Mogadiscio, surtout dans le contexte des tensions entre Pékin et Hargeisa.

### **3- Troisième scénario (moins probable): La réconciliation avec la Somalie et la formation d'un Etat fé-déral unifié**

Ce scénario repose sur l'éventualité que les négociations entre la Somalie et le Somaliland aboutissent à la création d'un Etat fédéral dans lequel les différentes régions jouiraient de larges prérogatives. Cependant, ce scénario demeure peu probable pour plusieurs raisons:

- A- Le refus du Somaliland d'envisager cette option en raison de son succès à mettre en œuvre une sécession unilatérale, de sa capacité à organiser des élections pacifiques et des transitions de pouvoir ainsi que de l'exploitation de sa position stratégique sur la mer Rouge.
- B- L'Etat somalien souffre d'une fragilité qui l'empêche de faire pression militairement ou politiquement sur le Somaliland pour le contraindre à revenir sur son indépendance. Cette faiblesse se manifeste par l'incapacité du gouvernement fédéral à exercer un contrôle sur ses régions, l'autonomisation croissante de certaines régions d'une part, des interventions internationales et régionales croissantes en Somalie d'autre part, ainsi que la montée en puissance de groupes terroristes tels que Al-Shabaab et l'organisation d'Etat islamique.

### **Troisième axe: Politiques proposées pour gérer la question de la sécession du Somaliland**

#### **Premièrement: Propositions au niveau de l'Union africaine**

Ces propositions partent de la nécessité d'un changement du plan de l'Union africaine face à la crise de la sé-cession du Somaliland. L'une des caractéristiques marquantes de ce plan a été l'évitement de tout effort de médiation entre la Somalie et le Somaliland. Cependant, avec l'émergence de nouvelles variantes, des acteurs non africains ont pris l'initiative de conduire des négociations entre la Somalie et le Somaliland en raison de l'écart laissé par le retrait de l'Union africaine. La plupart de ces interventions visent à servir leurs propres inté-rêts, sans proposer de mécanismes pour résoudre le conflit. Cela ouvre la voie à considérer l'Union africaine comme un médiateur potentiel et neutre entre les deux parties. Par conséquent, la présente étude propose que l'Union africaine participe activement dans la résolution de la question du Somaliland à travers plusieurs ni-veaux, à savoir:

#### **1- Premier niveau: Conduite des négociations entre la Somalie et le Somaliland sur quelques dos-siers**

- A- L'Union africaine devrait soutenir à la fois la Somalie et le Somaliland pour parvenir à un accord dans la lutte contre le terrorisme, notamment en coopérant dans les domaines de l'échange d'informations de rensei-gnement, la surveillance des frontières et les opérations conjointes. En effet, les attaques terroristes dans les régions frontalières somaliennes sont en augmentation et la lutte contre le terrorisme représente un domaine prioritaire de coopération possible avec l'Union africaine qui supervise, via sa mission en Somalie, la plus grande opération antiterroriste dans la région.
- B- L'Union africaine doit contribuer à la résolution du différend frontalier entre le Somaliland et Mogadiscio au sujet des régions de Sanaag et Sool, revendiquées par les deux parties et causes de conflits armés. Cette implication jouerait un rôle important pour mettre fin à ces affrontements qui causent de nombreuses victimes et pour prévenir les combats entre le Somaliland et la région du Puntland sur leurs frontières communes ainsi que favoriser le développement pacifique des ressources naturelles dans ces zones frontalières.
- C- L'Union africaine devrait coordonner les efforts des deux parties pour lutter contre la criminalité transfrontalière, faciliter la libre circulation des personnes et convenir de formes de coopération transfrontalière.
- D- Elle doit également coordonner les questions de sécurité maritime, l'utilisation des ports et le développe-ment de l'économie bleue, en particulier compte tenu du contrôle exercé par Mogadiscio et le Somaliland sur de vastes zones bordant le golfe d'Aden.
- E- Enfin, l'Union africaine devrait soutenir la signature d'un accord sur la gestion de l'espace aérien du Somaliland ainsi que les accords relatifs au développement et à l'utilisation du port de Berbera.

#### **2- Deuxième niveau: Renforcement du rôle africain face à la montée de la présence militaire étrangère**

- A- Nécessité de régler les accords bilatéraux conduisant à l'établissement de bases militaires étrangères dans les pays de la Corne de l'Afrique et appel aux pays de la région à assumer une plus grande responsabilité dans la gestion de la sécurité régionale, notamment dans le domaine maritime. Cela est compte tenu de l'augmentation du nombre de ces bases d'une part et de leur exploitation par les puissances

internationales dans le cadre de guerres par procuration d'autre part.

- B- Appel à la tenue d'une conférence à l'échelle du continent africain pour discuter de la prolifération des bases militaires étrangères en Afrique en général et dans la Corne de l'Afrique en particulier ainsi que de ses répercussions sur la sécurité régionale. Cette conférence est censée aborder des stratégies à court et à long terme pour renforcer la paix et la stabilité dans la région de la Corne de l'Afrique.
- C- Activation du rôle du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine afin qu'il joue un rôle effectif dans la résolution des crises sécuritaires en Afrique.

#### **Deuxièmement: Propositions au niveau de la Ligue des États arabes**

Il convient de souligner la difficulté pour la Ligue des États arabes de jouer un rôle actif dans la question du Somaliland en raison de la rivalité des pays du Golfe pour dominer les ports dans la Corne de l'Afrique d'une part et de l'émergence du rôle des Emirats arabes unis au Somaliland en tant qu'un des acteurs principaux d'autre part. Néanmoins, plusieurs propositions peuvent être avancées:

- 1- Contribution constructive de la Ligue des États arabes aux négociations en cours entre la Somalie et le Somaliland en fournissant un soutien technique et en jouant le rôle de garant pour les accords futurs.
- 2- Continuer la réaffirmation de l'unité et de la souveraineté de la Somalie et rejeter toute tentative de sécession, notamment face à la multiplication des États intérieurs cherchant l'autonomie.
- 3- Affirmation par la Ligue arabe de la nécessité de réserver la mer Rouge aux États riverains ainsi que le refus d'acteurs extérieurs.
- 4- Soutien de la Ligue arabe aux efforts de la Somalie dans la lutte contre le terrorisme et l'engagement à trouver des solutions à la crise de financement de la mission de l'Union africaine en Somalie.

#### **Troisièmement: Propositions au niveau du Conseil de Sécurité et des Nations Unies**

- 1- Tirer parti de l'obtention par la Somalie d'un siège non permanent au Conseil de Sécurité, jusqu'en décembre 2026, pour appeler le Conseil à préserver la souveraineté de la Somalie et à rejeter toute tentative de sécession des États somaliens ainsi que la conclusion par ces États d'accords avec des pays étrangers portant atteinte à la souveraineté de la Somalie.
- 2- Exploiter la reconnaissance de la Somalie par l'ONU et le Conseil de Sécurité en tant qu'État indépendant et souverain ainsi que la non-

reconnaissance du Somaliland pour coordonner les efforts des pays arabes et africains soutenant l'unité de la Somalie, afin d'entraver les tentatives du Somaliland d'établir des relations diplomatiques à l'étranger et d'obtenir une reconnaissance.

#### **Quatrièmement: Propositions au niveau de l'État égyptien**

- 1- Étudier la possibilité pour l'Égypte de renforcer sa présence sécuritaire en Somalie, notamment en envisageant d'adhérer au groupe "S6" (formé en 2016 par les bailleurs de fonds de la sécurité en Somalie, à savoir, l'Union européenne, la Turquie, les Emirats arabes unis, le Royaume-Uni, les Nations Unies, les États-Unis).
- 2- Proposer que l'Égypte accueille les pourparlers entre la Somalie et le Somaliland, en mettant l'accent sur les questions cruciales et en établissant une feuille de route pour résoudre leurs différends.
- 3- Étudier la possibilité pour l'Égypte de jouer un rôle de médiateur entre le gouvernement fédéral somalien et les régions somaliennes internes réclamant l'autonomie, à savoir, Puntland et Jubaland. De même, œuvrer à parvenir à un règlement politique de la crise électorale présidentielle est proposé.
- 4- Exploiter la solidité des relations entre l'Égypte et le Koweït pour élaborer une initiative conjointe égypto-koweïtienne visant à soutenir la situation humanitaire en Somalie.
- 5- Renforcer la coopération en matière d'armement entre l'Égypte et la Somalie, notamment par la fourniture d'armes légères et moyennes ainsi que de pièces d'artillerie, de mortiers et les munitions liées.
- 6- Consolider le rôle de l'Organisation arabe de fabrication pour coopérer dans tous les domaines de la production industrielle avec la Somalie en particulier et la Corne de l'Afrique en général; toute en soutenant la participation de cette organisation à des projets de développement.
- 7- Étudier la création d'un centre africain regroupant l'Égypte et la Somalie, chargé de coordonner la coopération avec les autorités de sécurité compétentes pour lutter contre la drogue et les crimes organisés en mer Rouge ainsi que pour l'échange d'informations et des meilleures technologies avec pour siège l'Égypte.
- 8- Accroître la participation de l'Égypte dans la mission de l'Union africaine en Somalie au cours des prochaines années.



### **Résumé:**

*L'étude a abouti à plusieurs points anticipant l'avenir du Somaliland pour la période à venir comme suit:*

- 1- La République du Somaliland est devenue un élément clé dans la politique future du président américain Donald Trump en Afrique bien qu'il ne reconnaisse pas officiellement cet Etat. Il est probable que Washington relance la loi sur le partenariat avec le Somaliland, présentée en mars 2022, afin de surveiller l'aide américaine au Somaliland et d'évaluer la faisabilité d'un partenariat entre les Etats-Unis et le Somaliland; notamment en matière de coopération sur les questions de sécurité régionale.*
- 2- Les développements au Moyen-Orient pourraient transformer les zones côtières de la Corne de l'Afrique en points d'appui ou en zones de confrontation, via l'appel à une présence militaire étrangère accrue, ce qui pourrait reconfigurer les équilibres dans la région.*
- 3- Des puissances régionales exploitent leur contrôle du port de Berbera au Somaliland pour créer une nouvelle entité de la mer Rouge incluant des pays sans littoral, comme l'Éthiopie, dans le cadre d'une rivalité du Conseil des pays arabes et africains riverains de la mer Rouge et du golfe d'Aden créé par l'Arabie saoudite en 2020 et limité aux Etats côtiers.*
- 4- Israël exerce des pressions sur l'Etat somalien pour normaliser ses relations avec lui en échange du non reconnaissance du Somaliland. Que Tel-Aviv réussisse à normaliser ses relations avec la Somalie ou que le Somaliland soit reconnu, cela signifierait un retour de l'expansion israélienne au niveau arabe et africain suite à son interruption due à la guerre de Gaza.*
- 5- L'Éthiopie utilise la menace de reconnaissance du Somaliland pour faire pression sur la Somalie afin d'obtenir un accès à la mer Rouge via Mogadiscio, ce qui a aggravé l'instabilité et l'insécurité dans la région.*
- 6- La considération du Somaliland de la reconnaissance internationale comme son objectif principal en politique étrangère a permis à des puissances régionales de tirer parti de cette situation pour établir une présence sur la mer Rouge.*

### **Références:**

- (1) Walls M.J., State formation in Somaliland: bringing deliberation to institutionalism, PhD Thesis, London, University College London, 2011, PP30-35.
- (2) Markus V. Hoehne, Somaliland between press freedom and limitation, Africa Spectrum, Berlin, German Institute for Global and Area Studies, 2008, PP99-105.
- (3) Balthasar Dominik, State-making in Somalia and Somaliland: understanding war, nationalism and state trajectories as processes of institutional and socio-cognitive standardization, PhD Thesis, London, London School of Economics and Political Science, 2012, PP50-54.
- (4) Suhaib Mahmoud, Understanding the Secession of Somaliland History of the Formation and Failure of the Somali State (1960-1991), Al Dhaayen, Al-Muntaqa, Vol. 6, No. 1, 2003, PP8-9.
- (5) Redie Bereketab, Self-Etermination and Ecessionism in Omaliland and Outh Udan Challenges To Postcolonial State-Building, Villavägen, Nordiska Afrikainstitutet, 2012, PP5-10.
- (6) M. Iqbal D. Jhazbhay, Somaliland: Post-War Nation-Building and International Relations, 1991-2006, PhD Thesis, Johannesburg, University of the Witwatersrand, 2007, PP23-27.
- (7) James Goddard, Tensions in the Horn of Africa, 24 October 2024, libraryThe House of Lords, Britain. <https://lordslibrary.parliament.uk/tensions-in-the-horn-of-africa> (22December 2024)
- (8) Kathryn Tyson, Africa File Special Edition: Ankara Declaration Reduces Ethiopia-Somalia Tensions but Leaves Unresolved Gaps, 18 Dec 2024, Institute for the Study of War, USA. <https://www.understandingwar.org/backgrounder/africa-file-special-edition-ankara-declaration-reduces-ethiopia-somalia-tensions-leaves> (20 December 2024).
- (9) Maxwell Webb, There's a rare opportunity to deepen US-Somaliland ties. But several obstacles stand in the way, 17December 2024 Atlantic Council, USA. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/africasource/theres-a-rare-opportunity-to-deepen-us-somaliland-ties-but-several-obstacles-stand-in-the-way> (20December 2024).
- (10) Omar Mahmood, Somaliland's Peaceful Handover Withstands Neighbourhood Strains, 11 December 2024, International Crisis Group, USA, <https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/somaliland/somalilands-peaceful-handover-withstands-neighbourhood-strains> (1January 2025).

**Références:**

- (11) Mwaihomba Agnes, State creation: the legitimacy of unilateral secession and recognition in international law, Master Thesis, Cape Town, University of Cape Town, 2017, PP60-64.
- (12) Temesgen Sisay Beyene, Declaration of Statehood by Somaliland and the Effects of Non-Recognition under International Law, Beijing Law Review, California, Scientific Research Publishing, Vol.10 No.1, 2019, PP20-24.
- (13) Aleksí Ylönen, External Power Competition in the Horn of Africa, The RUSI Journal, London, Routledge, Vol. 166, Issue 6-7, 2021, PP10-14.
- (14) Suhaib Mahmoud, Op.Cit, PP10-15.
- (15) Bethany Brady, Somaliland: a modern state minus international recognition?, E-International Relations, Bristol, University of the West of England (UWE) , 2011, PP2-5.
- (16) Samina Khan and Ahmed Farah Idle, Exploring the Implications of the Somaliland-Ethiopia MoU Trade, Security, and Diplomacy, International Research Journal of Management and Social Sciences, Sindh, UC Shah Alam Shah Wasi, District Matiari, Vol. 5 No. 1, 2024, PP20-24.
- (17) Surafel Getahun, The New Global Superpower Geo-Strategic and Geo-Economics Rivalry In The Red Sea And Its Implication On Peace And Security In The Horn Of Africa, Jurnal Sosial Dan Teknologi, Kabupaten, Green Publisher Indonesia, Vol.2, No.5, 2023, PP5-10.
- (18) UAE to train Somaliland forces under military base deal, 13 August 2024, Africa News, France.  
<https://www.africanews.com/2018/03/16/uae-to-train-somaliland-forces-under-military-base-deal> (5 January 2025)
- (19) U.S. congressman introduces bill to recognize Somaliland as an independent state, 16 December 2024, Hiiraan, Britain.  
[https://www.hiiraan.com/news4/2024/Dec/199392/u\\_s\\_congressman\\_introduces\\_bill\\_to\\_recognize\\_somaliland\\_as\\_an\\_independent\\_state.aspx](https://www.hiiraan.com/news4/2024/Dec/199392/u_s_congressman_introduces_bill_to_recognize_somaliland_as_an_independent_state.aspx). (6 January 2025).
- (20) Mariel Ferragamo and Claire Klobucista, Somaliland The Horn of Africa's Breakaway State, 21 January 2025, Council Foreign Relations, USA.  
<https://www.cfr.org/backgrounder/somaliland-horn-africas-breakaway-state> (21 January 2025).
- (21) Yinka Adegoke, US House committee calls for Somaliland office to counter China, 17 January 2025, Semafor, USA.  
<https://www.semafor.com/article/01/17/2025/us-house-committee-calls-for-somaliland-office-to-counter-china> (19 January 2025).
- (22) Seifudein Adem, Ramifications of the US recognising Somaliland as a state, 10 January 2025, Mail Guardian, South Africa.  
<https://mg.co.za/thought-leader/2025-01-10-ramifications-of-the-us-recognising-somaliland-as-a-state/> (17 January 2025).
- (23) Richard Atimniraye Nyelade, Strategic Diplomacy Beyond Recognition: Taiwan and Somaliland's People-Centered Relations in the Global Arena, New York, Social Science Research Council (SSRC), 2024, PP5-8.
- (24) Mohamed Jama Hussein, Untapped Mineral Potential of Somaliland, A review, Jaipur, International Journal of Innovative Science and Research Technology, 2024, PP5-9.
- (25) Surafel Getahun Ashine, The new global superpower geo-strategic rivalry in the red sea and its implications for peace and security in the horn of Africa, Social Sciences & Humanities Open, Amsterdam, Elsevier, Vol. 9, 2024, PP12-15.
- (26) Idem.
- (27) Endalcachew Bayeh, The Somali nation and the hazards of the nation-state model in the horn of Africa: lessons from Somaliland, Cogent Social Sciences, London, Taylor and Francis, Vol. 10, Issue 1, 2024, PP6-9.
- (28) ربيع محمد محمود، الاعتراف الأمريكي «المحتمل» بأرض الصومال.. قراءة في المؤشرات والتداعيات والسيناريوهات، ٢٢ يناير ٢٠٢٥م، قراءات إفريقية، السعودية.  
<https://qiraatafrican.com/26644/%d8%a7%d9%84%d8%a7%d8%b9%d8%aa%d8%b1%d8%a7%d9%81-%d8%a7%d9%84%d8%a3%d9%85%d8%b1%d9%8a%d9%83%d9%8a-%d8%a7%d9%84%d9%85%d8%ad%d8%aa%d9%85%d9%84-%d8%a8%d8%a3%d8%b1%d8%b6-%d8%a7%d9%84%d8%b5%d9%88%d9%85/> (22 يناير 2025).
- (29) Laura Angela Bagnetto, New Red Sea alliance launched by Saudi Arabia, but excludes key players, 10 January 2020, Radio France Internationale, French.  
<https://www.rfi.fr/en/about-us> (20 January 2025).
- (30) Hassan Adan Abdi, Somalia-Somaliland Relations, Assessing Scenarios for Negotiation and Averting Possibility of Fresh Crises in the Horn of Africa, Constanta, Technium Social Sciences Journal, Vol.43, 2023, PP455-460.
- (31) Egypt Exports to Somalia, 10 December 2024, Tradin Geconomics, USA.  
<https://tradingeconomics.com/about-te.aspx> (20 January 2025).
- (32) Mohamed Samir, Egypt, Somalia sign Defence Pact, Cairo rejects interference in Somali internal affairs, 14 August 2024, Daily News Egypt, Egypt.  
<https://www.dailynewsegyp.com/2024/08/14/egypt-somalia-sign-defence-pact/> (20 January 2025).
- (33) Joint Political Declaration to Elevate Relations between Egypt and Somalia to Strategic Partnership, 23 January 2025, State Information Service, Egypt.  
<https://www.sis.gov.eg/Story/204470/Joint-Political-Declaration-to-Elevate-Relations-between-Egypt-and-Somalia-to-Strategic-Partnership?lang=en-us> (23 January 2025).



# L'impact éventuel de «Somaliland» sur la Sécurité de la Mer Rouge

■ Imane Al-Chaaraoui

Doctorante à la Faculté des Etudes supérieures africaines

## Résumé:

La République du Somaliland, non reconnue internationalement, cherche à étendre sa question de sécession durant depuis plus d'une décennie vers la mer Rouge afin de résoudre un problème auquel la République fédérale de Somalie s'oppose fermement, tout comme l'Union africaine et la communauté internationale. En effet, le Somaliland ambitionne actuellement de tirer parti de la rivalité internationale et régionale pour accéder à la mer Rouge et imposer un nouvel Etat de facto au détriment des pays riverains de cette voie maritime, en tête desquels figurent la Somalie, l'Egypte, Djibouti et l'Erythrée. La question de la sécession du Somali-land ne se réduit pas à un simple jeu d'équilibres de pouvoir ou à une revendication de droit à l'autodétermination, mais constitue un enjeu stratégique lié à la sécurité de la mer Rouge et à l'avenir de l'Etat fédéral somalien.

Dans ce contexte, l'étude s'est concentrée sur les principaux changements dans la problématique du Somali-land ainsi que sur des évolutions cruciales liées à la guerre israélo-palestinienne de 2023 et à la montée des revendications aux Etats-Unis pour la reconnaissance du Somaliland, dans le cadre du conflit sino-américain pour un plus grand influence dans la Corne de l'Afrique. Le rôle de l'Egypte dans le maintien de l'unité de la Somalie a été mis en lumière ainsi que des propositions à l'échelle africaine, arabe et égyptienne pour gérer le problème du Somaliland.

**Mots-clés:** Somaliland, mer Rouge, Somalie

## تأثير مستقبل « أرض الصومال » على أمن البحر الأحمر

■ إيمان الشعراوي

باحثة دكتوراه بكلية الدراسات الإفريقية العليا

### المستخلص:

تسعى جمهورية أرض الصومال غير المعترف بها دولياً إلى تصدير مشكلة انفصالها التي امتدت لأكثر من عقد إلى البحر الأحمر لحسم معضلة اتخذت منها جمهورية الصومال الفيدرالية موقفاً مضاداً، ورفضتها منظمة الاتحاد الإفريقي والمجتمع الدولي. إذ تطمح أرض الصومال في الوقت الراهن إلى استغلال حالة التنافس الدولي والإقليمي للوصول للبحر الأحمر، وفرض أمر واقع جديد على حساب الدول المشاطئة لهذا الممر المائي، وفي مقدمتها الصومال ومصر وجيبوتي وإريتريا. إن مسألة انفصال أرض الصومال ليست مسألة ميزان قوى أو مجرد مطالبات لولاية بحق تقرير المصير، إنما هي مسألة استراتيجية تتعلق بأمن البحر الأحمر، ومستقبل الدولة الصومالية الفيدرالية.

في هذا السياق ركزت الدراسة على أهم المتغيرات في مشكلة أرض الصومال وما ارتبط بها من تطورات مفصلية تعلق بالتحرك الفلسطيني الإسرائيلية في عام ٢٠٢٣م، وتنامي المطالبات داخل الولايات المتحدة الأمريكية للاعتراف بأرض الصومال، وذلك في ظل الصراع الصيني الأمريكي على مزيد من النفوذ في القرن الإفريقي، مع الكشف عن دور مصر في الحفاظ على وحدة الصومال، ووضع مقترحات على الصعيد الإفريقي والعربي والمصري للتعامل مع مشكلة أرض الصومال.

**الكلمات المفتاحية:** أرض الصومال، البحر الأحمر، الصومال.